

BACCALAURÉAT TECHNOLOGIQUE

SCIENCES ET TECHNOLOGIES DE LA SANTÉ ET DU SOCIAL

SCIENCES ET TECHNIQUES SANITAIRES ET SOCIALES

Épreuve du lundi 20 juin 2016

Durée : 3 heures

Coefficient : 7

L'usage de la calculatrice n'est pas autorisé.

Aucun document n'est autorisé.

Dès que le sujet vous est remis, assurez-vous qu'il est complet et que toutes les pages sont imprimées.

Si le sujet est incomplet, demandez-en immédiatement un nouvel exemplaire aux surveillants.

Ce sujet comporte 8 pages.

Maladie d'Alzheimer et perte d'autonomie

Dans un contexte de vieillissement de la population de l'Union européenne et d'amélioration de l'état de santé général de la population, la maladie d'Alzheimer et les maladies apparentées représentent une charge grandissante. [...] Le même défi se pose à tous les États membres de l'Union européenne sur des questions comme la recherche, la prévention, le parcours de soins, le développement de nouveaux métiers, la prise en charge des patients et le soutien aux aidants.

Actes de la conférence « L'Europe contre la maladie d'Alzheimer »,
Disponible sur Plan Alzheimer 2008-2012 (consulté le 01/09/2015).

QUESTION 1 : Indiquer les éléments qui font de la maladie d'Alzheimer une priorité de santé publique.

QUESTION 2 : Montrer que la prise en charge de la maladie d'Alzheimer s'appuie sur les différentes composantes du système de santé.

QUESTION 3 : La maladie d'Alzheimer engendre, à un stade avancé, une perte d'autonomie des malades. Cette perte d'autonomie implique des difficultés chez les aidants familiaux.

En partant de ces difficultés, montrer que les réponses apportées visent à préserver la santé et le bien-être social des aidants.

BARÈME

Question 1 :	6 points
Question 2 :	6 points
Question 3 :	6 points
Clarté et rigueur de la rédaction :	2 points

LISTE DES ANNEXES

- ANNEXE 1 :** Diagnostic, évolution, traitement : ce que l'on sait de la maladie d'Alzheimer,
SANTI Pascale, BENKIMOUN Paul,
Le Monde, 21 septembre 2015.
- ANNEXE 2 :** La réalité en chiffres en 2012,
France Alzheimer,
Disponible sur www.francealzheimer.org (consulté le 10 octobre 2015).
- ANNEXE 3 :** Quel bilan pour les différents plans Alzheimer,
DURAND Anne-Aël,
Le Monde, 14 novembre 2014.
- ANNEXE 4 :** Parcours personnalisé Alzheimer 2012,
Plan Alzheimer 2008-2012,
Disponible sur www.plan-alzheimer.gouv.fr (consulté le 10 octobre 2015).
- ANNEXE 5 :** Timide début de reconnaissance pour les aidants,
JANICOT Pauline,
Le Monde, 9 mars 2015.

ANNEXE 1

Ce que l'on sait de la maladie d'Alzheimer

Décrite en 1906 par le médecin allemand qui lui a donné son nom, la maladie d'Alzheimer est une maladie dégénérative affectant le fonctionnement du cerveau. La perte de neurones qu'elle entraîne atteint progressivement différentes fonctions cognitives comme la mémoire, le langage, l'orientation dans le temps et l'espace ou le raisonnement. Elle est généralement diagnostiquée à partir de 65 ans mais il existe des formes précoces, représentant environ 5 % des cas. [...] En France, quelque 225 000 cas sont diagnostiqués chaque année. [...]

Le diagnostic est effectué sur la base de tests neuropsychiques mettant en évidence l'association des troubles de la mémoire et d'autres troubles cognitifs (langage, difficulté à réaliser des activités motrices sans avoir de déficit moteur, à reconnaître des objets, etc.).

[...] L'espérance de vie après le diagnostic de la maladie est en moyenne de 8,5 ans. Les variations entre individus sont très grandes : de 3 à 20 ans. [...]

Les médicaments qui existent actuellement ne font qu'atténuer les symptômes et seulement pour 20 % à 30 % des patients. [...] Des recherches sont en cours mais la compréhension de la maladie reste complexe. Les approches non médicamenteuses (musique, jeux, orthophonie, activité physique, etc.) sont de plus en plus développées, mais elles doivent être évaluées. Dans tous les cas, le lien social est essentiel, d'autant plus que la mémoire affective est souvent préservée. [...]

Ce sont les proches qui fournissent l'effort le plus important dans la gestion de la maladie d'Alzheimer. Pour eux, le poids de la pathologie est écrasant et peut conduire à l'épuisement, la détresse... Un rapport commandé en septembre par la Fondation Médéric Alzheimer met l'accent sur le rôle essentiel tenu par les « aidants », au nombre d'environ 3 millions en France. [...]

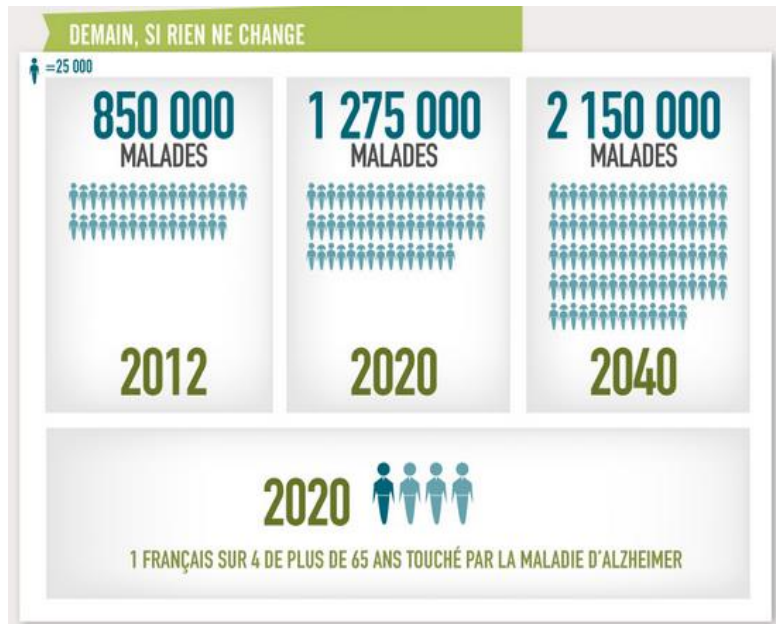
Des initiatives existent pour les soulager : auxiliaires de vie, accueils de jour des patients, Centres locaux d'information et de coordination (CLIC), des associations comme France Alzheimer, Médéric Alzheimer ou Lions Alzheimer, qui vient d'annoncer la création de 200 centres d'accueil de jour et des programmes de formation. Un bémol : ces structures, inégalement réparties sur le territoire, ne sont pas forcément connues et ont un coût. [...]

Quel est le coût de la prise en charge des malades d'Alzheimer ? Il est particulièrement élevé à long terme : on estime que 1 000 euros par mois restent à la charge des malades et de leur famille.

SANTI Pascale, BENKIMOUN Paul,
Diagnostic, évolution, traitement : ce que l'on sait de la maladie d'Alzheimer,
***Le Monde*, 21 septembre 2015.**

ANNEXE 2

La réalité en chiffres en 2012



Disponible sur : www.francealzheimer.org (consulté le 10 octobre 2015).

ANNEXE 3

Quel bilan pour les différents plans Alzheimer ?

Le nouveau plan Alzheimer [...] fixera les priorités pour les cinq prochaines années, en matière de soin, de recherche et d'accompagnement. [...]

Un premier plan Alzheimer a été lancé en octobre 2001, alors que la maladie avait été diagnostiquée chez 350 000 patients, et que les associations déploraient un manque de prise en charge. Deux autres plans ont suivi.

Le premier plan Alzheimer (2001-2005), [...] poursuivait plusieurs objectifs :

- améliorer le diagnostic ;
- créer des « consultations mémoire » et des « centres mémoire de ressources et de recherche pluridisciplinaires » pour des soins et une prise en charge globale ;
- soutenir et mieux informer les malades et leurs familles ;
- augmenter les places d'accueil de jour, et l'amélioration des structures d'hébergement ;
- favoriser les études et la recherche.

Dès 2004, un deuxième plan a pris le relais pour quatre ans, [...] en ajoutant aux mesures précédentes :

- une avancée majeure pour les malades : leur prise en charge à 100 % par l'assurance-maladie avec la reconnaissance d'Alzheimer en affection de longue durée [...]
- l'adaptation des maisons de retraite pour prendre en compte les spécificités de la maladie ;
- une attention spécifique aux patients jeunes (diagnostiqués avant 60 ans).

Enfin, en 2008, le troisième plan Alzheimer affichait des ambitions largement renforcées :

- au niveau financier, avec un budget sans précédent de 1,6 milliard d'euros sur 5 ans (dont 1,2 milliard d'euros pour le volet médico-social, 226 millions d'euros pour le volet sanitaire et 192 millions d'euros pour la recherche) ;
- du côté de la recherche, avec la création d'une Fondation de coopération scientifique plan Alzheimer ;

Le troisième plan a été évalué en deux temps. D'abord par la Cour des comptes, puis par les professeurs Joël Ankri et Christine Van Broeckhoven pour le ministère de la santé, centré sur le bilan du plan 2008-2012. Le constat est sensiblement le même :

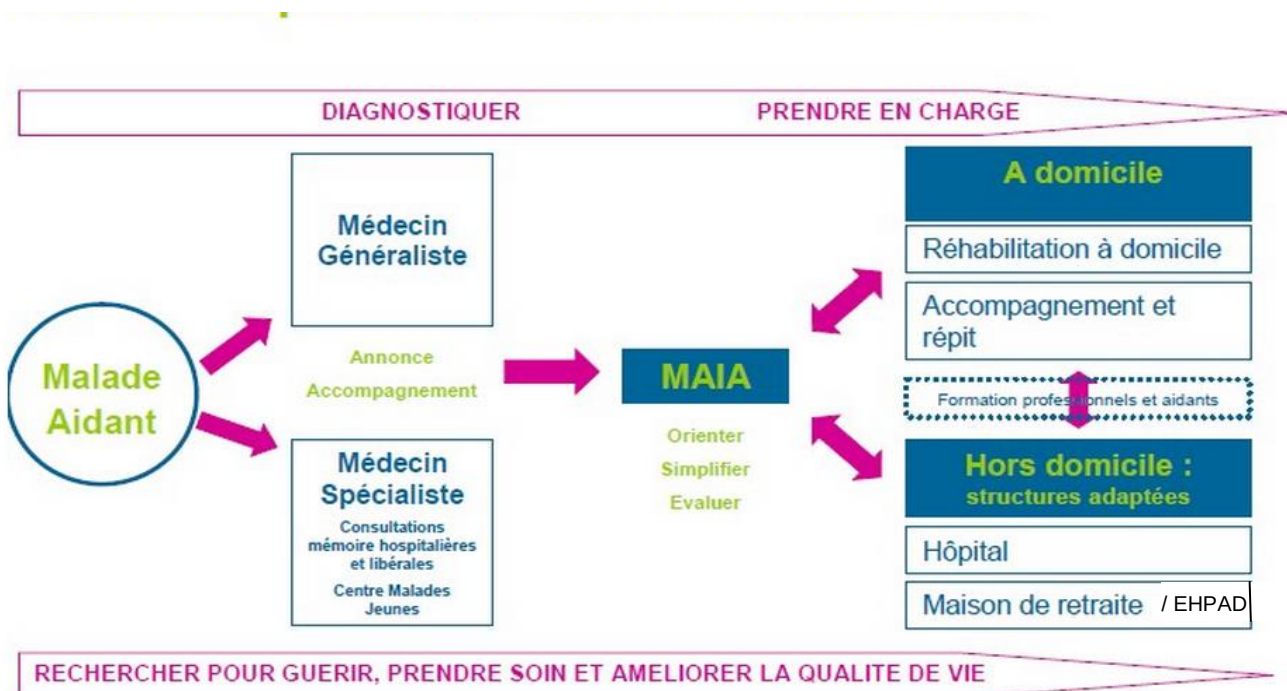
- un meilleur diagnostic grâce aux « consultations mémoire », qui passent de 234 en 2007 à 469 en 2012 ;
- la création d'une « banque nationale Alzheimer » de données, en vue d'alimenter des études épidémiologiques ;
- une meilleure prise en charge des malades à domicile avec environ 250 MAIA (Maison pour l'autonomie et l'intégration des malades d'Alzheimer, réseau de partenaires pour les soins et l'accompagnement) fin 2014 selon la Cnsa (Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie) ;
- davantage de structures d'accueil : 12 500 places d'accueil de jour, 9 300 hébergements temporaires, 90 et 121 unités d'hébergement renforcées en hôpital, selon la Cnsa ;
- des avancées pour réduire l'usage de médicaments aux conséquences indésirables (qui ne s'adressent qu'aux symptômes, car aucun traitement n'a été trouvé contre la maladie) ;
- une meilleure coordination de la recherche et davantage de publications scientifiques.

[...] L'association France Alzheimer déplore un « déficit de places persistant » en accueil de jour, hébergement temporaire et plateforme d'accompagnement et de répit : elle indique que seulement 44 % de l'objectif global révisé a été atteint. France Alzheimer critique aussi la difficulté d'accès aux unités d'hébergement renforcées, [...] « Les besoins des familles sont encore loin d'être comblés. Il est crucial que les dispositifs qui ont fait leur preuve s'inscrivent désormais dans le long terme grâce à des financements pérennes et sanctuarisés. »

DURAND Anne-Aël, *Le Monde*, 14 novembre 2014.

ANNEXE 4

PARCOURS PERSONNALISÉ ALZHEIMER 2012



Plan Alzheimer 2008-2012,

Disponible sur www.plan-alzheimer.gouv.fr (consulté le 10 octobre 2015).

MAIA : maison pour l'autonomie et l'intégration des malades d'Alzheimer.

ANNEXE 5

Timide début de reconnaissance pour les aidants

Jongler entre les rendez-vous médicaux, s'y retrouver dans les méandres administratifs, apporter une présence quotidienne réconfortante, jouer le rôle d'auxiliaire de vie, le tout en assumant sa vie professionnelle et familiale... assister une personne âgée dépendante mène rapidement à l'épuisement.

« *Un tiers des aidants décèdent avant la personne qu'ils soutiennent. Ce chiffre atteint 40 % lorsqu'il s'agit d'un malade d'Alzheimer* », rappelle Serge Guérin, sociologue et spécialiste du vieillissement.

La charge de travail des 4,3 millions d'aidants représente, en moyenne, cinq heures par jour. « *Ils ne peuvent pas tout assumer. Ils doivent pouvoir apporter leur aide tout en menant la vie la plus normale possible* », estime Florence Leduc, présidente de l'Association française des aidants (AFA).

Pas facile, sachant qu'en plus ils ne bénéficient d'aucun dédommagement. Tout juste l'aidant pourra-t-il bénéficier du taux plein automatique pour la retraite à 65 ans s'il a interrompu son activité professionnelle pendant au moins trente mois consécutifs.

Dans de rares cas – moins de 10 % –, ils peuvent être salariés de la personne en situation de dépendance (mais c'est impossible pour les conjoints, pacsés et concubins). Enfin, certains avantages fiscaux – comme la déduction du revenu imposable de la pension alimentaire versée à un ascendant – sont accordés aux enfants qui aident financièrement leur parent âgé.

ANNEXE 5 (suite)

[...] La moitié des aidants au sens large (soutien d'un proche en perte d'autonomie ou handicapé) étant en activité, des congés spécifiques ont été prévus. Le congé de « soutien familial » permet, par exemple, de cesser temporairement son activité pendant trois mois (renouvelable jusqu'à un an pour les salariés et trois ans pour les fonctionnaires).

Seule condition : il faut avoir travaillé au moins deux ans dans son entreprise. Mais attention, vous ne serez pas rémunéré, sauf si l'entreprise le prévoit, ce qui est rarissime.

Il existe aussi le congé de « solidarité familiale », qui permet d'arrêter de travailler si un membre de sa famille est atteint d'une maladie qui met en jeu son pronostic vital. Sa durée est de trois mois, renouvelable une fois.

Durant ce congé, une allocation journalière, destinée à compenser la perte des revenus, est versée par la Sécurité sociale. Elle s'élève à 55,15 euros dans la limite de 21 jours (temps plein) et à 27,58 euros dans la limite de 42 jours (temps partiel).

Les entreprises commencent peu à peu à intégrer cette question. Il était temps : 15 % des salariés du privé disent s'occuper d'une personne dépendante. Bien souvent, il s'agit d'actions destinées à mieux informer leurs salariés aidants. « *Nombreux sont ceux qui n'osent pas en parler à leur employeur par crainte d'être stigmatisés(*)* », explique Brigitte Cachon, directrice de la responsabilité sociale des entreprises au Crédit agricole assurances, qui a notamment édité un guide pratique [...]

D'autres entreprises proposent des sites d'information et des groupes de parole anonymes [...] ou encore une plate-forme destinée à les aiguiller dans leurs démarches. [...] « *Elle permet aux aidants de trouver des réponses pratiques à leurs questions financières et administratives* », précise Eric Sanchez, directeur du développement de l'action sociale chez AG2R La Mondiale (compagnie d'assurance).

Les coups de pouce financiers sont plus rares. Certaines entreprises maintiennent la rémunération de leurs salariés dans le cadre du congé de l'aidant. D'autres facilitent l'aménagement de leur temps de travail en autorisant un télétravail [...], des jours d'absence rémunérés [...] ou en permettant aux salariés de faire des dons de jours de repos pour réduction du temps de travail (RTT) au profit de certains aidants [...].

Le projet de loi reconnaît l'existence de « proche aidant » afin de prendre en compte ceux qui entretiennent des liens étroits avec une personne âgée sans forcément avoir de liens familiaux. [...] Pour permettre aux aidants de souffler, la loi prévoit une « aide au répit » qui peut atteindre 500 euros par an et permettra de financer l'accueil ou l'hébergement de la personne aidée dans une structure adaptée pendant quelques jours. « *Cette aide sera néanmoins versée selon des conditions très strictes* », prévient Florence Leduc, présidente de l'Association française des aidants. [...]

Le texte prévoit le financement d'un dispositif d'urgence pour soutenir la personne dépendante en cas d'hospitalisation de l'aidant. [...]

Versée aux plus de 60 ans en situation de dépendance, l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) concerne 1,2 million de personnes, dont 60 % vivent à domicile. Elle est déterminée selon le niveau de dépendance du bénéficiaire, mais aussi de ses revenus. La réforme prévoit de revaloriser les plafonds mensuels (compris entre 562,57 et 1 312,67 euros, selon le degré d'autonomie) de 100 à 400 euros par mois.

JANICOT Pauline,
Le Monde, 9 mars 2015.

(*) montrés du doigt